



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1735 - 17 décembre 1992 - 2,50 F

D 1735 BRÉSIL: L'INTÉRIM DU VICE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

La procédure de destitution du président de la République Fernando Collor (cf. DIAL D 1715) est constitutionnellement enclenchée depuis le 29 septembre 1992. Ce jour-là, par 441 voix contre 38 (sans compter 23 absents et 1 abstention), la Chambre des députés déclarait recevable la demande de mise en accusation du président pour corruption ("crime de responsabilité"). Automatiquement suspendu de ses fonctions jusqu'au terme de son jugement, d'abord devant la Chambre des députés puis devant le Sénat, le président Collor a été remplacé par le vice-président Franco. Celui-ci a été investi le 1er octobre et a constitué son gouvernement le 6 octobre (ci-dessous texte de son discours devant les nouveaux ministres).

Circonstance aggravante pour le président déchu: le 11 novembre 1992, il était inculpé par le procureur général de la République pour "crime commun", ce qui implique que le président Collor sera également jugé par la justice ordinaire.

Note DIAL

DISCOURS DU VICE-PRÉSIDENT FRANCO À SON ACCESSION À LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

Le peuple brésilien reprend l'Etat en mains après une période de turbulences faite d'agitation, d'indignation et de mécontentement. C'est au nom de ce peuple, dans le respect de la Constitution de la République, que ce gouvernement commence, sur la base des valeurs simples des Brésiliens. Ces valeurs qui semblaient se perdre se sont réaffirmées au cours des dernières semaines, elles ont pris possession des rues, elles sont remontées à la conscience de chacun de nous, au point de servir de pilier à la réaffirmation de la responsabilité de l'Etat.

Notre tâche première et urgente est de mettre réellement le gouvernement au service de l'Etat, et l'Etat au service de la Nation. La Nation, dans sa grandeur et sa permanence, n'accepte pas les privilèges corporatifs; elle n'admet ni discriminations ni préjugés.

Ce gouvernement, quelle que soit sa durée, sera le gouvernement de tous pour n'être pas le gouvernement de quelques-uns. L'heure est venue de retomber sur le sol austère de la réalité, de le sentir sous les pieds, de le travailler et de le rendre fertile pour une récolte commune.

Vous savez, Messieurs les ministres, autant que je le sais, que nous ne pouvons administrer le pays à coups de slogans, le bercer de rhétorique, lui jeter la poudre aux yeux de néologismes d'importation.

Devant nous, il y a la misère, le chômage, l'insécurité, le désenchantement et la peur.

Voici des décennies que des millions de nos enfants viennent au monde privés de tous les droits, même celui de rêver. Ce sont des êtres pour lesquels la vie n'est qu'un court moment, et un moment de sacrifices.

Je rejette, parce que criminelle et cruelle, la modernité qui leur refuse la dignité du pain, de l'alphabet, du travail honorable, de la santé et de la joie. Un pays ne peut accepter de voir sa modernité recluse à des milieux sociaux ostentatoires tandis que le reste de la population s'affronte quotidiennement au chômage, à la maladie et au mépris.

La seule chose qui est aujourd'hui équitablement partagée dans des sociétés injustes telles que la nôtre, c'est la peur.

La classe moyenne, elle aussi, vit dans l'angoisse d'un appauvrissement rapide. Son niveau de vie s'est dramatiquement réduit dans les derniers mois, sans que cela soit synonyme de vie meilleure pour l'ensemble des travailleurs.

C'est dans ce cadre terrible que nombre de personnes prônent l'affaiblissement de l'Etat. Si l'Etat ne sert pas à promouvoir la paix, la justice et le bien-être parmi les hommes, à quoi peut-il bien servir?

Messieurs les ministres,

Nous n'avons pas une minute à perdre. Il y a beaucoup à faire, et il faut commencer immédiatement. Cependant, la Nation ne doit pas attendre de nous des résultats instantanés. Elle est vaccinée contre les coups publicitaires et contre les miracles. Il n'en reste pas moins qu'il y a des urgences, des mesures immédiates à prendre en tout bon sens, chose si méprisée mais si nécessaire.

Ce à quoi la Nation aspire le plus c'est à ce que nous pouvons certainement offrir: une démocratie plus forte, parce que solidaire et humaine, alliée à l'honorabilité dans l'administration de l'Etat.

J'invite donc tous les ministres à faire preuve d'une extrême vigilance dans la protection de l'intérêt public. Toutes les affaires de l'Etat doivent faire l'objet d'un examen des plus approfondis afin d'éviter tout préjudice qui pourrait se retourner contre le bien commun.

Ce gouvernement n'aura pas de secrets, si ce n'est ceux qui ont trait à la sécurité du pays dans ses relations internationales, le cas échéant.

Je tiens, Messieurs les ministres, à vous remercier de votre participation au gouvernement. J'entends que chacun se sente à l'aise dans son domaine respectif et qu'il remplisse les charges de son ministère avec son savoir et en conscience.

Il m'appartiendra, comme chef du gouvernement et de l'Etat, d'exercer la responsabilité ultime quant à l'effort de tous et aux résultats obtenus.

Les temps ne sont pas à la facilité mais aux sacrifices. Ils ne sont pas aux réjouissances mais aux lourdes préoccupations. Les sacrifices et les préoccupations sont justifiées quand on croit au Brésil! Au nom du peuple brésilien, mettons-nous au travail.

Je vous remercie.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)